

# Où va la Belgique ?

*La Belgique vient de sortir en décembre dernier d'une crise politique de 18 mois. Suite aux élections de 2007, l'élite politique s'était déjà déchirée pendant 6 mois pour former un gouvernement. Cette crise s'appuie en partie sur la montée du nationalisme flamand, mais ce dernier est lui-même surdéterminé par la divergence de plus en plus forte entre les capitalistes des deux parties du pays. Pourtant, la lutte de classe s'invite de plus en plus, et le mouvement des travailleurs peut et doit reprendre l'initiative.*

## Albert l'austère

Pendant plus d'un an (d'avril 2010 à décembre 2011), ce même commentaire est revenu dans les médias « la Belgique, toujours sans gouvernement depuis X jours, un record ! ». Une question qui vient assez naturellement que cela peut pourtant soulever est « mais comment est donc dirigé le pays ? ». Et ce n'est pas une question anodine.

En réalité le pays est resté tout au long de la crise politique dirigé par un gouvernement en « affaires courantes », qui a des prérogatives réduites, mais veille à l'intérêt de la bourgeoisie du pays. En effet, il est éclairant de constater que signer le traité de Lisbonne ou participer à l'intervention en Libye fait partie des affaires courantes. En février 2011, c'est le roi Albert II qui demande au « gouvernement d'affaires courantes » dirigé par Leterme<sup>1</sup> d'élaborer un plan d'austérité pour les prochaines années ! Comme l'écrit la LCR<sup>2</sup>, « la monarchie apparaît vraiment dans sa fonction clé de dernier recours du pouvoir bourgeois »<sup>3</sup>. En effet, cette demande royale n'était qu'une réaction à une demande expresse du patronat belge<sup>4</sup>.

Si une telle politique est possible sans provoquer de tollé, c'est essentiellement parce qu'il y a un consensus parmi les grands partis bourgeois : le N-VA<sup>5</sup>, le PS (wallon) le SP.A (PS flamand) et les Verts.

En revanche, ils peuvent se différencier sur la question nationale, et c'est là dessus qu'ils font le plus de bruit. Quels sont les éléments historiques qui donnent tant d'importance à cette question aujourd'hui ?

## Lutte de classe et nation belge

Il est vrai qu'en comparaison des principaux États-nations européens, la Belgique est une construction plus artificielle. La raison en est que ces territoires, pour le meilleur et pour le pire, se sont trouvés au carrefour des principales puissances européennes – Royaume-Uni, France, Allemagne – et tirillés entre elles. Les différents fiefs locaux du Moyen-Âge ont d'abord été unifiés avec les Pays-Bas, dans un ensemble peu centralisé. La bourgeoisie commerçante s'est très tôt développée dans ces villes largement autonomes (États généraux et États provinciaux fréquemment réunis...).

Au XVI<sup>ème</sup> siècle, la florissante Hollande est le centre d'une révolution bourgeoise qui conduit à la déchirure avec le Sud maintenu dans le giron absolutiste. C'est à ce moment que divergent aussi les religions : le Nord est acquis au protestantisme tandis que le Sud demeure catholique. Ce Sud – la Belgique – sera ensuite gagné par le mouvement de 1789... et envahi par Napoléon. C'est pourquoi en 1815, le Royaume-Uni montant imposera que la Belgique soit rattachée aux Pays-Bas, pour constituer un État tampon, sans demander leurs avis aux peuples concernés.

En 1830 éclate une vague de révoltes populaires et ouvrières, qui, n'ayant pas de direction, est

<sup>1</sup> Politicien démocrate chrétien flamand qui a été premier ministre quelques mois en 2008, puis d'avril 2009 à sa démission d'avril 2010. Le roi a alors mis cette démission « en suspens » et a autorisé Leterme à diriger un « gouvernement d'affaires courantes » jusqu'en décembre 2011 (et la mise en place du gouvernement de Di Rupo)

<sup>2</sup> Ligue communiste révolutionnaire, section belge du Secrétariat Unifié de la Quatrième internationale

<sup>3</sup> Cf. <http://www.npa2009.org/content/crise-politique-en-belgique-coup-detat-en-catimini>

<sup>4</sup> [http://archives.lesoir.be/vingt-cinq-patrons-ecrivent-au-premier-ministre-la\\_t-20110113-0174XF.html](http://archives.lesoir.be/vingt-cinq-patrons-ecrivent-au-premier-ministre-la_t-20110113-0174XF.html)

<sup>5</sup> Parti indépendantiste flamand, conservateur

réduite à un « mouvement d'indépendance ». L'État belge dans ses frontières actuelles est né.

Mais le Sud de la Belgique (Wallonie) était plus industrialisé, et la bourgeoisie (y compris la bourgeoisie flamande) parlait français jusque dans les années 1970. Son expression politique, le Parti libéral, a réussi à imposer le français en Wallonie, supplantant les langues wallonnes. Mais pas en Flandre. Non pas tant parce que « l'écart » était trop grand<sup>6</sup>, mais parce que les propriétaires terriens du Nord s'y sont opposés, ne voulant pas perdre leur domination sur la campagne flamande via l'enseignement religieux en néerlandais.

Pourtant la Belgique est restée jusqu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle un État unitaire francophone, et les flamands y ont été clairement opprimés. Fait le plus marquant : lors de la première guerre mondiale, les flamands ont été particulièrement utilisés comme chair à canon. Or la social-démocratie n'a pas voulu unifier le mouvement ouvrier belge. En Wallonie, elle s'est mise à la remorque des libéraux bourgeois, et a préféré pour cela adopter leur anticléricalisme plutôt que de chercher l'unité des travailleurs. De plus, les socialistes wallons n'ont quasiment pas pris part à la longue lutte des flamands pour l'égalité des droits. La lourde conséquence, qui pèse encore, fut la domination du mouvement ouvrier flamand par la petite-bourgeoisie catholique.

Ces éléments montrent un fait essentiel : la question nationale est totalement inséparable de l'histoire et en particulier de la lutte des classes. Il n'y a pas de nation « naturelle » qui serait contrariée et qu'il s'agirait de rétablir.

### **Désunion relative du capitalisme belge..**

Car en Belgique, la bourgeoisie francophone, c'est-à-dire historiquement la bourgeoisie belge, est plus affaiblie que jamais.

Historiquement, elle puisait sa force dans l'industrie wallonne, et l'unité du pays était réalisée par le capital financier – en particulier la *Société générale de Belgique* – très lié à la royauté, qui investissait dans tout le pays. Or dans l'après-guerre et surtout après le tournant néolibéral, une profonde restructuration de l'économie du pays va survenir :

- la Wallonie va être durement touchée par la désindustrialisation : fermeture de mines, démantèlement de l'industrie sidérurgique...
- le capital financier belge va s'internationaliser et s'affaiblir relativement dans le pays : rachat de la *Société générale* et des grandes banques (par *Suez*, *ING*, *Fortis...*), de *Petrofina* par *Total*...
- La Flandre, qui avait commencé à rattraper économiquement la Wallonie dans l'entre-deux-guerres, est devenue la région la plus dynamique dans les années 1960.

La Flandre attire de nombreux capitaux étrangers qui y trouvent des terrains moins chers et une main d'œuvre moins combative qu'en Wallonie (dominée par le syndicat chrétien CSC et non par la FGTB « socialiste »), et investissent dans les centrales nucléaires, les infrastructures et particulièrement le port d'Anvers, le troisième au monde.

	Région Flandre	Région Wallonie
Taux de chômage (2011)	5 %	11,7 %
PIB / habitant (2006)	28 554 €	21 909 €

C'est pourquoi la bourgeoisie flamande est devenue plus puissante (les PME flamandes sous-traitantes sont en essor). A sa tête, un patronat fort veut tirer partie de la situation.

Car il ne s'agit pas pour la Flandre d'un boom et d'une prospérité hors norme, mais plus modestement du maintien d'une certaine croissance locale dans un contexte de crise mondiale. Et la préservation de cette croissance nécessite une politique bourgeoise offensive : des investissements lourds (notamment autour du port d'Anvers) et une exploitation plus « libre » des travailleurs flamands.

<sup>6</sup> Par exemple en France l'alsacien ou le flamand du Nord-Pas-de-Calais ont été aussi estompés que l'occitan.

La revendication de plus de fédéralisme est aujourd'hui la politique la plus évidente dans cette voie, et elle est portée par des forces de plus en plus réactionnaires : *l'Alliance Néo-Flamande* (N-VA) qui a fait une percée (29,5 % des voix aux législatives de juin 2010), et le *Vlaams Belang* (extrême droite, 7,6 %). L'idée est de réduire les transferts fiscaux du Nord vers le Sud, notamment en scindant en deux la Sécurité sociale ou le droit du travail. D'où les dénonciations croissantes de ces partis à se défaire du « boulet wallon » et autres « éternels grévistes » du Sud. Cela dit, certains font remarquer que la séparation nuirait très probablement aux deux nouvelles entités, par exemple avec la dette publique : les créanciers exigeraient des taux d'emprunts supérieurs à celui de l'Etat fédéral. D'un point de vue pragmatique, il y a également un problème inextricable : à qui reviendra Bruxelles en cas de divorce ?

Selon la LCR, il n'y a plus de capitalisme belge. Le *Parti Socialiste de Lutte* (PSL, section belge du CIO<sup>7</sup>) soutient le contraire. En tous cas, il existe bel et bien des relations entre patrons belges, et un lobbying commun<sup>8</sup>. La FEB (équivalent du MEDEF) fonctionne d'ailleurs à l'échelle belge. Il semble également qu'il existe un consensus parmi la grande bourgeoisie pour repousser la solution séparatiste : la FEB intervient dans le débat pour défendre l'unité nationale, le prince Philippe critique publiquement le *Vlaams Belang*...

## **Mais surtout instrument de division des travailleurs**

L'insistance des politiciens sur les soi-disant intérêts communautaires divergents est surtout un moyen efficace pour diviser les travailleurs et donner des profils différents à des partis qui fondamentalement défendent la même orientation anti-sociale. C'est à la fois le produit de la crise rampante (moins de moyens publics rendent plus difficile d'assurer le bilinguisme par exemple) et le moyen d'en détourner le regard.

Malheureusement, c'est efficace. On l'a vu, cela remonte à des trahisons historiques de la social-démocratie, qui ont encore des effets. En 1978, le *Parti Socialiste Belge* scissionne en deux ailes communautaires, la social-démocratie ayant déjà largement abandonné le terrain de la lutte de classe. Du côté francophone, le PS a réussi à s'accrocher au pouvoir en appliquant le tournant néolibéral... grâce au discours « ce sont les flamands réactionnaires qui nous l'imposent ». Pire, en 1985, Jean-Marie Dehousse, dirigeant PS de l'exécutif wallon, lâche qu'il se sent plus proche d'un patron wallon que d'un ouvrier flamand.

Au niveau syndical, la question communautaire a aussi créé des divisions. Par exemple, lorsque l'enseignement a été régionalisé, les syndicats de l'enseignement ont suivi le mouvement. Fait symptomatique : aucune victoire n'a pu être arrachée depuis dans ce secteur. Heureusement, les deux centrales, la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC), et la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) restent nationales. Les syndicats sont un puissant facteur d'unification, notamment parce qu'ils gèrent la sécurité sociale – ce qui explique en partie le taux de syndicalisation de 52%.

Malgré tous ces facteurs historiques sur lesquels surfent la droite et la social-démocratie, un sondage de 2008 indique que 53% des belges estiment que le plus inquiétant est la pauvreté et le pouvoir d'achat, face à 26% qui estiment que c'est l'éclatement de la Belgique. Il faut noter aussi que la popularité du *Vlaams Belang* lui vient surtout de la xénophobie et de la posture « anti-corruption », plus que du séparatisme flamand.

Donc, même si nous ne devons faire aucun fétichisme des frontières des Etats, il est clair que dans le contexte actuel, la mise en avant des questions communautaires se fait au détriment de la lutte de classe.

A l'inverse, Jean-Luc Mélenchon se plaît sur son blog<sup>9</sup> à inventer un mythe national, sous-entendant que les wallons seraient tellement français dans leur nature qu'ils n'attendent qu'une annexion par la France... Et le nationalisme n'est jamais loin, car la façon dont il passe sous silence

<sup>7</sup> Comité pour une Internationale ouvrière, dont la section française est la « Gauche révolutionnaire »

<sup>8</sup> [http://archives.lesoir.be/entreprises-le-club-discret-des-patrons-belges\\_t-20110118-017D8A.html](http://archives.lesoir.be/entreprises-le-club-discret-des-patrons-belges_t-20110118-017D8A.html)

<sup>9</sup> <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2010/04/23/quoi-de-plus-grec-quun-belge-en-ce-moment/>

l'oppression subie par les flamands et décrit leur lutte pour leurs droits est scandaleuse : « *jusqu'en 1878, la seule langue officielle de la Belgique sera le français. Puis un lent grignotage va donner au Flamand une assise et des exigences, puis des sectarismes, qui culminent aujourd'hui dans les persécutions contre les francophones majoritaires dans plusieurs communes des alentours de Bruxelles* ». Lorsque Mélenchon écrit « *les flamands sont grossièrement séparatistes* », il étale aussi grossièrement sa nostalgie d'une bourgeoisie francophone dominante.

## **La lutte contre l'austérité comme combat commun nécessaire !**

Or les attaques qui s'annoncent comme conséquences de la crise du capitalisme ont une chance de cristalliser un sursaut commun des salariés belges. Car lors du krach financier de 2008, la dette publique belge a augmenté de 44 milliards d'euros. Il a notamment fallu renflouer *Fortis, Ethias, BNP Paribas*, et *Dexia* (qui... fera finalement faillite en 2011). La dette publique atteint 100% du PIB.

En 2009, le ministre du Budget Guy Vanhengel affirme : « *nous allons entrer dans une période d'austérité absolue. On ne pourra pas éviter les coupes sombres* ». La crise politique a ralenti l'adoption de plans d'austérité, mais le gouvernement Di Rupo (PS) a maintenant annoncé la couleur. Il s'agit d'économiser 25 milliards sur le budget public, et « d'assouplir » le marché du travail :

- hausse du prix des transports (+6%), du gaz et de l'électricité (+ 3%), de la télé numérique (+ 8%)
- augmentation de la durée du « stage d'attente » pour les jeunes, de 9 à 12 mois, c'est-à-dire la période entre la fin d'études et l'inscription comme demandeur d'emploi
- pension de retraite anticipée retardée à 62 ans, s'ajoutant à l'allongement de la durée de cotisation à 40 ans (soit 5 années de plus).
- Pension calculée sur les dix dernières années pour les fonctionnaires, au lieu des 5 dernières
- chômage de longue durée et prépension ne sont pris en compte pour le nombre d'années de cotisation qu'au niveau du salaire minimum
- les « partenaires sociaux » sont également d'accord pour harmoniser les statuts ouvriers et employés d'ici 2013, mais cela ne va certainement pas se faire par le haut
- La sécurité sociale est également menacée, la régionalisation des allocations familiales est déjà programmée.

Enfin un des acquis majeurs qu'ont conservé les travailleurs belges est l'indexation des salaires sur les prix, même s'il a déjà été érodé en 1993 en ne tenant plus compte des prix de l'essence, du tabac, et de l'alcool (sous des prétextes de santé). Or, si les gouvernements craignent de s'y attaquer, les déclarations d'économistes se succèdent pour accuser ce dispositif d'indexation d'être archaïque, d'être une exception belge et de favoriser l'inflation...

Bien sûr, le PS se donne encore le beau rôle en proposant des contreparties (impôt sur la fortune, léger rabot sur des niches fiscales...) avant de les vider de leur substance dans la négociation avec les libéraux et conservateurs.

La situation sociale en Belgique est globalement comparable à celle de la France (revenu moyen ou indicateurs d'inégalités comparables) avec quelques nuances (50 000 SDF, proportionnellement 3 fois plus qu'en France, taux de chômage autour de 7% intermédiaire entre la France et l'Allemagne...).

Il y a largement de quoi mobiliser les travailleurs et construire une riposte massive. Mais ce n'est pas le chemin choisi par les bureaucraties syndicales qui tiennent les appareils de la CSC et de la FGTB.

## **Faire sauter le couvercle**

La Belgique a une grande histoire de luttes. Sans remonter jusqu'au puissant mouvement de l'hiver 1960, on peut trouver des signes de combativité récents, et en nombre croissants.

Le 30 janvier dernier aurait pu n'être qu'une parade symbolique, vu le mot d'ordre qui consistait à

réclamer une politique de relance aux dirigeants des 27 réunis à Bruxelles... Mais les travailleurs s'en sont massivement saisis. Les secteurs les plus divers se sont mobilisés (écoles, sidérurgie, pétrochimie, grande distribution, cheminots, transports...), et la paralysie a gagné le pays et au-delà (trains internationaux, comme *Thalys* et *Eurostar*, et de nombreux vols annulés, aéroport de Charleroi fermé, port d'Anvers affecté...). Et contrairement à celle de 2005, qui était étiquetée « fonctionnaires wallons » et appelée uniquement par la FGTB, le mouvement a été largement suivi en Flandres par les travailleurs de la CSC.

Il faut remonter en 1993 pour retrouver cette situation. A l'époque, il était flagrant que la direction de la FGTB avait sabordé le mouvement... pour ne pas nuire à ses alliés sociaux-démocrates au pouvoir. Mais cette collaboration démobilisatrice dure depuis longtemps.

Cependant la contradiction devient de plus en plus forte entre le syndicat réformiste et les partis complices des contre-réformes (le PS et son équivalent flamand, le SP.a dont la droitisation est plus avancée). Du côté de la CSC, les liens sont également de plus en plus distendus avec le CD&V (parti chrétien-démocrate) qui est le partenaire traditionnel. Il y a à la fois une radicalisation dans la base des syndicats, et une aspiration à un débouché politique plus crédible dans certaines couches de la bureaucratie. C'est une situation intéressante, mais qui peut conduire à des partis de natures assez différentes selon les forces qui en sont à l'initiative. La LCR s'adresse à la base syndicale, mais semble partager une conception floue du « parti mouvement »<sup>10</sup> proche de l'idée que certains se faisaient du NPA. Le PSL se réfère explicitement au Die Linke allemand<sup>11</sup> dont on sait pourtant qu'il est dirigé par une bureaucratie antilibérale qui n'utilise les révolutionnaires que comme caution radicale. Le Parti des Travailleurs Belges (PTB), parti issu du maoïsme, est quant à lui sur une ligne sectaire et réformiste, se contentant d'être le plus gros parti de la gauche radicale.

Quoi qu'il en soit, les anticapitalistes belges insistent avec raison sur la nécessité que les syndicats organisent une vraie lutte contre les attaques. La LCR en fait même un axe assez central dans certains de ses tracts, ce sur quoi nous devrions prendre exemple : « *Pas de manifs promenades! [...] Il est plus que temps de résister: exigeons de nos syndicats le rejet de toute austérité. [...] les syndicats doivent récupérer leur indépendance politique: Anne Demelenne doit quitter le bureau du PS et Luc Cortebecq doit quitter le bureau du CD&V. Il faut choisir son camp: on ne peut pas être à la fois dans la rue et à la direction de partis qui affrontent la rue.* » Toutefois, « ne pas être officiellement » à la direction de ces partis ne mettra pas fin à la collaboration de classe. Il faut se battre dans les syndicats contre la bureaucratie, pour remplacer la direction par des travailleurs combattifs.

Car il est clair que l'eau bout sous le couvercle, dans l'ensemble du pays. Selon une étude, la Belgique est devenue ces dernières années la championne des grèves en Europe<sup>12</sup>. Il faut par exemple rappeler le fort mouvement de début 2008, qui a surpris les syndicats qui venaient de négocier des conventions collectives assez faibles. La mobilisation a été la plus forte en Flandre, où elle a permis des victoires dans la sous-traitance, des augmentations de salaire dans le public inédites depuis 1994... Tout récemment (20 février), on a vu à la fois la brutalité des capitalistes qui envoient des milices privées aux grévistes de l'équipementier *Meister Sprimont* et la réponse immédiate et déterminée des travailleurs qui les ont enfermés dans l'usine.

Il faut que les révolutionnaires défendent des mots d'ordre mobilisateurs et unifiant, contre les attaques sur la sécurité sociale ou l'index. Il faut aussi défendre la répudiation en bloc de la dette, et non pas comme le fait la LCR un audit et l'annulation d'une supposée « part illégitime ».

Personne ne lit dans les boules de cristal, mais un certain nombre de facteurs favorisent en Belgique des crises politiques aux fortes répercussions. C'est un pays plus urbain que le notre, plus fortement dépendant encore de l'Europe, et dont la capitale est aussi le centre de l'Union Européenne des capitalistes. Finissons par rappeler que la proximité (géographique, linguistique et... médiatique) avec la France facilite beaucoup la solidarité que nous devons mettre en avant, et cela donne de bonnes raisons de garder l'œil sur la situation de nos voisins.

**Ernest Everhard**

<sup>10</sup> [http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com\\_content&id=2307](http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_content&id=2307)

<sup>11</sup> <http://www.partidestravailleurs.be/>

<sup>12</sup> <http://www.lesoir.be/actualite/belgique/2010-11-26/la-belgique-championne-des-graves-805565.php>